

Flash Infos n°16-02

03 février 2016

Syndicat National des Activités Physiques et Sportives

www.snapseducation.fr



Voyage au pays de Oui-Oui



Le SNAPS a été enfin reçu par « son » secrétaire d'État ce 1^{er} février pour sa seconde audience en deux ans ! Rencontre qui débute mal quand notre interlocuteur prétend, sur fond de désaccord sur la gestion des effectifs, mieux connaître que nous l'état de « son » ministère... avant même le moindre échange d'arguments. Le SNAPS a fait monter la tension, en rappelant quelques vérités, afin d'imposer un dialogue sur un sujet qui fâche...

Beau joueur, T. Braillard a finalement reconnu que le débat avait été « viril, mais correct » et ouvert quelques portes en matière de sortie de l'usine à gaz des formations !

« Tout va bien Mme la Marquise »... Cynisme ou indécrotable naïveté ?

Comment pourrions-nous comprendre et accepter qu'après moins de deux ans dans la maison et sur la base de quelques dizaines de « visites sur le terrain¹ », un ministre prétende invalider d'une formule lapidaire le témoignage de représentants des personnels dont la légitimité repose sur des scrutins témoignant régulièrement de plus de 80% de confiance ?

Notre ministre n'a-t-il pas fait son service militaire et jamais vécu l'organisation de la visite d'inspection de l'amiral, au point qu'il semble ignorer le principe du « ripolinage de façade » ? Comment peut-il ne pas voir que le voyage organisé du ministre dans les directions départementales et régionales s'apparente à la visite du « [village Potemkine](#) »... sans parler de ceux qui souhaitent avant tout soigner leur carrière !

Un désaccord de fond !

Solidaire de la politique du gouvernement, notre secrétaire d'État s'entête à amplifier la suppression de postes de CTS (19), pour mieux redéployer des professeurs de sports vers les DDI. Serait-il aveugle et sourd au point d'ignorer leur détresse quand ils y sont, pour la plupart d'entre eux, quotidiennement détournés de leurs missions statutaires ?

Une décision officiellement présentée au motif de renforcer l'action de proximité des DDI au service d'un prétendu « sport pour tous² », mais bien plus motivée par le fait que les fédérations ne sont pas au garde-à-vous face aux lubies³ cosmétiques d'un gouvernement aux abois.

Une décision totalement irresponsable en cette année olympique et qui plus est lorsque nous prétendons rêver et faire rêver des JO pour 2024. Si nous voulons avoir une chance de sortir de cette spirale délétère, il est plus que jamais temps d'intégrer un véritable pôle éducatif !

¹ Comprendre dans des services administratifs régionaux ou départementaux... au travers des préfets et directeurs.

² Pourtant notoirement abandonné depuis toujours par la Direction des sports, ce que confirme une analyse budgétaire élémentaire du programme sport !

³ Lubies destinées à donner le change en matière de cohésion sociale, mais qui n'autorisent pas pour autant les fédérations, avec moins de CTS et moins de moyens financiers, à revoir à la baisse les ambitions gouvernementales de médailles.



**Les PTP sont la force du ministère des sports
Le SNAPS est leur meilleur atout de survie**